

Klesia ou les casseroles d'une caisse de retraite

Vendredi, 10 Octobre, 2014

La préférence de la caisse de retraite pour le 17e s'explique. un ex-maire adjoint de ce fief parisien d'UMPistes est vice-président de Klesia.

L'univers des caisses de retraite et de prévoyance ne manque pas de chausse-trappes. À peine née, Klesia se fait remarquer par sa gestion très cavalière et un déménagement précipité, sans



Au lieu des quatre sites antérieurs, le personnel de Klesia a été regroupé dans deux immeubles situés côte-à-côte dans le quartier parisien des Batignolles.

L'univers des caisses de retraite et de prévoyance ne manque pas de chausse-trappes. À peine née, Klesia se fait remarquer par sa gestion très cavalière et un déménagement précipité, sans consultation des élus, qui lui vaut condamnation. En arrière-plan, on découvre de drôles de ramifications dans le giron de l'UMP.

consultation des élus, qui lui vaut condamnation. En arrière-plan, on découvre de drôles de ramifications dans le giron de l'UMP.

C'est une entreprise dont le nom n'évoque pas grand chose. D'une part, parce qu'elle est de création récente. D'autre part, parce qu'elle ne vend rien au grand public. En revanche elle collecte beaucoup d'argent. À savoir les cotisations de retraite et prévoyance des salariés de certains

secteurs tels que la publicité, les transports, l'hôtellerie-restauration, l'industrie pharmaceutique. Klesia est née le 4 juillet 2012 à la suite de la fusion du groupe Mornay et de D&O.

Dans la publicité, les transports, l'hôtellerie, la pharmaceutique, des salariés cotisent via Klesia.

Motivation de la fusion : faire le poids face à la concurrence d'acteurs tels que Malakoff-Médéric. Côté business, le groupe Mornay pesait le double de son nouveau partenaire. Mais pour des raisons qui restent inexplicables, c'est l'expatroun de D&O, Christian Schmidt de La Brélie, qui s'est vu propulsé à la tête de Klesia. L'une des premières décisions du nouveau dirigeant a été de décréter la nécessité d'investir de nouveaux locaux. Motif invoqué : renforcement des synergies et économies d'échelle comme on dit chez les bien élevés du patronat. En moins de temps qu'il n'en faut pour accoucher d'un projet d'entreprise, la direction de Klesia a jeté son dévolu sur deux bâtiments du quartier des Batignolles à Paris. Un bâtiment acheté (132 millions d'euros), l'autre en crédit-bail sur 9 ans. Pourquoi pas ? Sauf que le déménagement s'est opéré sans consultation du comité d'entreprise. Les élus s'insurgent contre un projet mené à la hussarde, au mépris de la consultation du personnel, et dénoncent l'arbitraire de la direction.

condamnation pour l'entreprise klesia

Jusque fin 2013, l'entreprise fonctionnait sur quatre sites. Soit deux à Paris (gare de Lyon et Charonne) et deux en petite couronne à Vincennes et Montreuil. Même si le rapprochement des personnels sur un même site peut se comprendre, le CE fait valoir que l'acquisition d'un deuxième bâtiment dans le secteur de la gare de Lyon était envisageable. Peine perdue. Malgré les interrogations en interne et les observations faites par les organismes de tutelle de Klesia que sont l'AGIRC et l'ARCCO, le déménagement s'est opéré à marche forcée début 2014. Après déclenchement de la procédure de droit d'alerte exercée par le CE, une première ordonnance de référé a été rendue le 30 avril dernier. Elle condamne l'entreprise à verser 4 500 euros au CE en application de l'article 700 du Code de procédure civile. S'y ajoute le versement de 15 000 euros au CE en réparation du préjudice résultant de l'entrave. Sans oublier la prise en charge des honoraires de l'avocat du CHSCT (3 600 euros). Le référé conclut également à l'annulation des réunions des conseils d'administration de Klesia en date des 25 juin et 4 juillet 2013, qui actaient la décision du déménagement.

petits arrangements entre amis

Une première victoire à confirmer donc pour les élus du CE. Mais en fond de scène, on n'a pas fini de s'interroger sur cet affect très particulier de Christian Schmidt de La Brélie pour le 17e arrondissement de Paris. Décoré de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy en 2012, il ne manque pas de soutiens à l'UMP, dont le 17e arrondissement est un des fiefs parisiens, actuellement tenu par Brigitte Kuster. Les soutiens UMPistes sont également à l'intérieur de l'entreprise puisque Jean-Louis Vincent, ex-maire adjoint du 17e en charge du commerce et de l'artisanat et toujours membre du conseil d'arrondissement, est aussi vice-président de la sommitale Klesia. Ce même Vincent est par ailleurs DRH de Geodis, poids lourd du transport routier (dont les cotisations retraite abondent les caisses de Klesia), et président de la Fédération des mutuelles parisiennes... De là à imaginer de petits arrangements entre amis UMPistes, sur le dos d'une entreprise dédiée à la retraite et la prévoyance, ce serait vraiment de mauvais goût pour une entreprise qui affiche sur la home page de son site Web : « Paritarisme, humanisme, solidarité et responsabilité ». Valeurs assorties d'une promesse : « L'innovation en action ». Ça ne mange pas de pain et ça n'engage que ceux qui veulent bien y croire. Bizarrement, sur le site Internet AGIRC-ARRCO, le siège social de Klesia reste au 5-9, rue Van-Gogh, à Paris 12e, soit le siège social de l'exgroupe Mornay, avant sa fusion avec D&O. Est-ce à dire que les administrateurs de l'AGIRC et de l'ARCCO entérinent difficilement les décisions du nouveau patron de Klesia ?

Quelles que soient la durée de son mandat et les propriétés éjectables de son siège, Christian Schmidt de La Brélie n'a pas trop de souci à se faire côté logement. Avec 304 934 euros de revenus en 2012 (1), il approche le top 20 des rémunérations des dirigeants du secteur de l'assurance, nous dit « la Tribune de l'assurance ». Que ce soit dans le 17e ou ailleurs, on ne risque pas de le voir grossir les rangs des supporters de Droit au logement. Ses amis de l'UMP sauront toujours lui trouver un toit. En revanche, il aura du mal à vendre le site de l'ex-groupe Mornay de la gare de Lyon : invendable en l'état pour cause d'amiante.

(1) Uniquement au titre des salaires déclarés.

Source L'Humanité Dimanche 10 octobre 2014

Patrick Lefébure

REPERES

8,2 MILLIARDS D'EUROS C'est le chiffre d'affaires de Klesia en 2013. 3 000 C'est le nombre de salariés dans l'entreprise. klesia s'occupe de : 1 150 000 entreprises adhérentes en retraite complémentaire. 369 000 entreprises adhérentes en prévoyance santé.

DES PROCÉDURES EN CASCADE



Christian Schmidt de La Brélie (notre photo) doit faire face à deux autres procédures engagées par le CE. L'une porte sur le périmètre d'examen des comptes de l'Association de moyens (groupement chargé de mettre en oeuvre les moyens humains et matériels permettant de réaliser les opérations des différents organismes du groupe), sur lequel le CE a gagné en référé, mais Klesia fait appel. Par ailleurs, une audience est prévue le 11 octobre sur la dotation allouée au CE, dont le montant est contesté par la direction. Pour couronner le tout, on notera qu'à l'occasion du dernier comité d'entreprise, tenu en juillet, le DRH et le directeur des affaires sociales se sont vu signifier leur congé immédiat, avec vigiles pour les accompagner sur le pas de la porte.